



MINUTE

Affaire suivie par : Florence CADI - Tél. : 05.57.04.42.43

N/réf. : CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DO163/2025

Accord-cadre n° 52XXXXXX

**Prestation de traduction et de relecture
d'IST - Informations Scientifiques et
Techniques**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème}, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur François-Xavier CARBONELL agissant en qualité Chef du DAO du CEA/CESTA,

**Ci-après dénommé « CEA »
d'une part,**

ET :

La **société XXXX**, au capital de XXXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, ayant son siège social XXXX, représentée par Monsieur/Madame XXXX agissant en qualité de XXXX,

**Ci-après dénommée « Titulaire »
d'autre part.**

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

Domiciliation :

Toute notification requise au titre de l'exécution du présent accord-cadre, ci-après désigné accord, sera transmise par écrit à l'adresse des Parties telle que visée ci-dessous.

Le CEA fait élection de domicile au lieu de l'établissement dont relève le présent accord, soit : 15, avenue des Sablières – CS 60001 – 33 116 Le Barp Cedex.

La société XXX fait élection de domicile au lieu de son agence XXX soit : XXX

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Nombre total de pages : 11

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET 3

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES 3

ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS 3

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION..... 3

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX 4

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE..... 4

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION 4

ARTICLE 8 : MODEOPERATOIRE APPLICABLE AUX PRESTATIONS ET DELAIS..... 4

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE 5

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE..... 5

ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES..... 5

ARTICLE 12 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION..... 7

ARTICLE 13 : PENALITES 7

ARTICLE 14 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION..... 8

ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....10

ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES PRESTATIONS11



ARTICLE 1 : OBJET

Le présent accord-cadre, ci-après désigné accord, a pour objet :

❖ Prestation de traduction et de relecture d'IST -Informations Scientifiques et Techniques pour le compte du DAO du CEA/CESTA.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Charges (CdC) réf. SYM AB00Z ZBB CDC 21000060 B du 27/03/2025,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA et leurs annexes dans leur édition de janvier 2022,
- et à titre supplétif, pour autant que ses dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment, l'offre du Titulaire réf. XX du XX/XX/XXXX .

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de chacun des documents énumérés ci-dessus et les accepter. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues des dispositions légales impératives, sont inopposables, quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent accord, détaillées dans le Cahier des Charges référencé ci-avant, se décomposent en 4 unité d'œuvres (UO) rémunérées sur bordereaux de prix :

- Traduction :
 - UO1 : texte rédigé en anglais ou allemand traduit en français ou inversement,
 - UO2 : texte rédigé en russe traduit en français ou inversement,
 - UO3 : texte rédigé dans une autre langue (chinois, japonais, coréen, persan etc.) traduit en français ou inversement,
- Relecture :
 - UO4 : Texte rédigé en anglais.

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent accord est notifié au Titulaire par envoi postal avec accusé de réception ou par voie dématérialisée avec accusé de lecture. Le Titulaire renvoie l'accord contresigné dans un délai de 10 jours calendaires suivant la réception de la notification.

En tout état de cause, l'accord prend effet au 01/10/2025 pour une durée de 4 ans. Toutefois, il prend fin à l'extinction de toutes les obligations qui ont pu naître durant son exécution ou si le montant plafond de l'accord est atteint (cf. article 13.1). Les réserves émises ou modifications effectuées par le Titulaire sur l'accord signé par le CEA sont réputées non écrites.



ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX

Pour l'exécution du présent accord, les Parties désignent :

- comme interlocuteurs techniques :
 - pour le CEA : Siv Kim LY Tél : 05.57.04.47.29
 - Odile TRIOULET Tél : 05.57.04.52.42
 - pour le Titulaire : xxx Tél : xxx
- comme interlocuteurs commerciaux :
 - pour le CEA : Florence CADI Tél : 05.57.04.42.43
 - pour le Titulaire : xxx Tél : xxx

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE

Les prestations objet du présent accord, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire. Il a la charge d'assurer, dans les délais fixés, toutes les opérations concourant à la bonne exécution des prestations.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 - CONDITIONS D'INTERVENTION

Les prestations, objet du présent accord, sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans ses propres locaux ou ceux de son sous-traitant.

7.2 - LIVRABLES ATTENDUS

L'ensemble des documents à remettre par le Titulaire et les délais de remise associé sont définis dans le Cahier des Charges.

Dans le cadre du présent accord, le Titulaire s'engage à remettre les livrables sous format Word, avec suivi des modifications pour les relectures.

ARTICLE 8 : MODE OPERATOIRE APPLICABLE AUX PRESTATIONS

A la survenance d'un besoin rémunéré sur la base des bordereaux de prix unitaires prévus en annexe 2 du présent accord, le CEA adresse au Titulaire une demande de traduction ou relecture qui comprend :

- Le(s) document(s) à traduire ou relire,
- la désignation de ou des UO correspondante(s),
- les délais associés,
- la référence du présent accord,
- le numéro de la demande de prestations spécifique et la date d'émission.

A réception de chaque demande, le Titulaire doit renvoyer par courriel au plus tard dans les 2 jours ouvrés, l'accusé de réception, la volumétrie de mots associée et le montant total de la prestation demandée.

A réception de la volumétrie associée à la demande, le CEA émet un ordre de service (OS) précisant le(s) montant(s) unitaire(s) de la ou des UO correspondante(s) et le montant total, et l'adresse au Titulaire par courriel avec accusé de réception.

Cet OS respecte impérativement les dispositions du présent accord et vaut comme « bon pour exécution ».

A réception de chaque OS, le Titulaire doit renvoyer l'accusé de réception au plus tard 2 jours ouvrés après sa réception, par courrier/courriel. Le Titulaire ne peut engager aucun travail sans un OS préalablement et expressément accepté par le CEA.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE

Les opérations de réception ont lieu suivant les critères techniques définis dans les documents applicables visés à l'article 2 du présent accord. Elles interviennent dans les conditions fixées au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achats du CEA, à l'issue de l'exécution satisfaisante de la prestation objet du présent accord.

Les opérations de réception donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception (cf. modèle en annexe 1).

Les périodes de garanties applicables au présent accord sont celles issues des dispositions légales en vigueur ou à défaut celles visées dans les Conditions Générales d'Achat référencées dans l'article 2 ci-avant.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire de l'accord doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4 à fournir).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages de l'accord.

ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES

11.1 - MONTANT DE L'ACCORD

Le montant total du présent accord s'élève à la somme plafond de XXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES).

Les prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires indiqués en annexe 2 du présent accord-cadre.

Le montant indiqué n'engage pas le CEA quant au volume ou à la répartition des prestations à exécuter et le Titulaire ne pourrait s'en prévaloir dans le cas où les prestations effectivement demandées

représenteraient un montant inférieur. En tout état de cause, le Titulaire ne peut engager de dépenses au-delà de cette somme, et ce, sous peine de non règlement des dépenses excédentaires.

Le cas échéant, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au présent accord de nouvelles Unités d'œuvre (UO) gérées au BPU et devenant récurrentes. Le chiffrage par le Titulaire de ces UO peut faire l'objet de négociations entre les Parties.

Cette intégration n'a pas vocation à modifier les prix existants et les montants plafonds du présent accord. Cette création de nouvelles UO sera formalisée dans un compte rendu de suivi des prestations qui est signé des Parties.

11.2 - REGIME FISCAL

Le présent accord est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

11.3 - REVISION DES PRIX

Les prix proposés au titre du présent accord sont établis aux conditions économiques du mois de XXX (mois de remise de l'offre). Ils sont fermes pour la première année de l'accord et révisables les années suivantes. La mise à jour annuelle fait l'objet d'une demande écrite de l'une ou l'autre des Parties, 1 mois avant le démarrage de l'année objet de la révision, faisant ressortir le développement de la formule ci-dessous :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 \times \frac{ICHTN_t}{ICHTN_0})$$

P ₀	Prix de l'accord
P	Prix révisé
ICHTN ₀	Indice du « coût horaire des activités de services administratifs et de soutien » publié au bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE (réf. 01565196) du mois de XXX (mois de remise de l'offre)
ICHTN _t	Dernière valeur officielle connue de ce même indice au moment de la demande

Il appartient au CEA de faire connaître sa position sur la demande de révision, si émise par le Titulaire..

Dans le cas où l'application de la formule de révision conduirait à une augmentation > à 3% l'an par rapport au prix initial (ou au dernier prix révisé ou à la valeur de l'année n-1 si aucune révision n'a été demandée), le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

Les prix ainsi révisés s'appliquent pour l'année considérée.



ARTICLE 12 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

12.1 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le CEA procède au paiement des prestations selon l'échéancier suivant :

- 100 % du montant total hors taxes, des prestations réalisées et réceptionnées sans réserves par le CEA au cours du mois considéré, et facturées sur la base des prix unitaires visés en annexe 2 du présent accord.

12.2 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures doivent impérativement être dématérialisées et sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : BOR-D,
- la référence complète de l'accord (numéro d'engagement), à savoir : n° en 52xxx de commande SAP / P6xxx
- la référence de la commande d'application, à savoir : n° en 46xxx/P6F
- l'intitulé de l'accord,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée ,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions de l'accord. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures. A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation est rejetée en statut « recyclé ».

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement des factures, les fournisseurs peuvent écrire à l'adresse mail suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

NB : Le CEA/CESTA vous recommande de consulter l'état de vos factures dans le portail CHORUS tous les 7 jours afin de connaître le statut de la facturation

ARTICLE 13 : PENALITES

13.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les pénalités applicables au présent accord sont définies dans les CGA du CEA. Le CEA notifie au Titulaire l'application de la présente clause par courrier simple, étant précisé que le montant de la pénalité sera facturé par le CEA au Titulaire.

En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du présent accord ne constitue une renonciation du CEA à leur application.

13.2 - PENALITES DE RETARD DANS LA REALISATION DES ORDRES DE SERVICE

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les prestations, ou une des composantes des prestations, dans les délais fixés dans le Cahier des Charges ou exceptionnellement dans les demandes de prestation pour chaque opération, celui-ci est passible de pénalités forfaitaires. .

Le tableau ci-dessous définit les faits générateurs et les montants de pénalité associés :

Libellé	Unité d'application de la pénalité	Montant (en € HT)
Retard dans les divers délais indiqués dans le CdC ou exceptionnellement dans l'ordre de service (non-respect du délai de prise en charge des demandes, non-respect des délais de réalisation des prestations, ...)	/ Jour calendaire de retard constaté sur l'OS concerné	50
Non-conformité des mots traduits ou relus	/ Constat	50
Non-respect des engagements relevant des conditions d'exécution environnementales et sociales	/ Constat	50

Cette pénalité est plafonnée à 20 % (VINGT POUR CENT) du montant total hors taxes de l'ordre de service concerné.

ARTICLE 14 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION

14.1 - AUDIT DE L'ACCORD

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

14.2 - INSPECTION

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes

aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

14.3 - DROIT D'ACCES

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution de l'accord.

14.4 - OBLIGATIONS A TRANSFERER

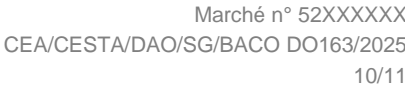
Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

Fait à Le Barp, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Titulaire

Pour le CEA





ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES PRESTATIONS

POSTE	UO	DESIGNATION	Prix unitaire € HT du mot traduit ou relu
Traduction	U01	texte rédigé en anglais ou allemand traduit en français ou inversement	
	U02	texte rédigé en russe traduit en français ou inversement	
	U03	texte rédigé dans une autre langue (chinois, japonais, coréen, persan etc.) traduit en français ou inversemenet	
Relecture	U04	Texte rédigé en anglais	